

IFJ Lex

Édition périodique : 28 février 2020

© 2020 Institut de Formation Judiciaire



Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

Table des matières

Actualités des hautes juridictions	4
1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)	4
2. Cour de justice.....	4
3. Cour constitutionnelle	6
4. Cour de cassation.....	6
Actualités des cours et tribunaux	7
1. Cour d'appel d'Anvers	7
Universités – Barreaux – Associations - Autres	7
1. Universités	7
2. Barreaux	7
Doctrine des revues juridiques	8
Actualités du Parlement	8
1. La justice et la Chambre des représentants	8
2. Commission de la Justice	9
3. Autres législations - liens utiles	9
Autres institutions nationales, européennes et internationales	10
Contact	10

Actualités des hautes juridictions

1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n° 236](#)

2. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information : 24 au 28 février 2020](#)
- [Lettre d'information : 10 au 14 février 2020](#)
- [Lettre d'information : 3 au 7 février 2020](#)
- [Newsalert : 27 februari 2020](#)
- [Newsalert : 10 februari 2020](#)
- [Newsalert : 4 februari 2020](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-122/18](#) – Arrêt du 28/1/2020 - Manquement d'État – Directive 2011/7/UE – Lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales – Transactions commerciales où le débiteur est un pouvoir public – Obligation des États membres de veiller à ce que le délai de paiement imparti aux pouvoirs publics n'excède pas 30 ou 60 jours – Obligation de résultat
- [C-2/19](#) – Conclusions du 6/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Décision-cadre 2008/947/JAI – Surveillance des mesures de probation et des peines de substitution – Reconnaissance et surveillance d'un jugement infligeant une peine assortie du sursis avec mise à l'épreuve mais n'imposant pas de mesure de probation
- [C-704/18](#) – Arrêt du 12/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Article 267 TFUE – Mise en œuvre d'une décision préjudicielle de la Cour – Pouvoir d'injonction d'une juridiction supérieure quant aux modalités de mise en œuvre – Autonomie procédurale des États membres – Principe d'effectivité – Respect des droits de la défense

- [C-107/19](#) – Conclusions du 13/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Politique sociale – Directive 2003/88/CE – Aménagement du temps de travail – Notion de “temps de travail” – Période de pause d’un travailleur, au cours de laquelle il est obligé d’être à la disposition de son employeur pour partir en intervention dans un délai de deux minutes – Obligation de respecter les appréciations en droit d’une juridiction supérieure non conformes au droit de l’Union – Primauté du droit de l’Union
- [C-688/18](#) – Arrêt du 13/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive (UE) 2016/343 – Présomption d’innocence et droit d’assister à son procès dans le cadre des procédures pénales – Article 8, paragraphes 1 et 2 – Conditions requises par une réglementation nationale aux fins de la tenue d’un procès par défaut – Absence de comparution des personnes poursuivies à certaines audiences pour des raisons soit dépendantes, soit indépendantes de leur volonté – Droit à un procès équitable
- [C-725/18 \(affaire belge\)](#)- – Arrêt du 30/1/2020 - Renvoi préjudiciel – Article 56 TFUE – Article 36 de l’accord sur l’Espace économique européen – Libre prestation des services – Taxe sur les opérations de bourse conclues ou exécutées dans un État membre – Différence de traitement au détriment de destinataires de services faisant appel à des intermédiaires professionnels non-résidents – Restriction – Justification
- [C-833/18 \(affaire belge\)](#)– Conclusions du 6/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Propriété intellectuelle et industrielle – Droit des brevets – Dessins et modèles – Règlement (CE) no 6/2002 – Harmonisation de certains aspects du droit d’auteur et des droits voisins – Directive 2001/29/CE – Champ d’application – Cumul de droits – Objet utilitaire et fonctionnel – Notion d’“œuvre” – Apparence dictée par la fonction technique de l’objet – Critères d’appréciation du juge national – Mise en balance des intérêts – Proportionnalité – Vélo pliable

Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Conseil du Contentieux des Etrangers](#)

Date de la décision de renvoi : 13 décembre 2019

Date de dépôt : 20 décembre 2019

L’article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l’Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, viole-t-il les articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, en ce qu’il prévoit que le divorce, l’annulation du mariage ou la rupture d’un partenariat enregistré n’entraîne pas la perte du droit de séjour des membres de la famille d’un citoyen de l’Union qui n’ont pas la nationalité d’un Etat membre - notamment, lorsque des situations particulièrement difficiles l’exigent, par exemple le fait d’avoir été victime de violence domestique lorsque le mariage ou le partenariat enregistré subsistait encore -, mais uniquement à la condition que les intéressés démontrent qu’ils sont travailleurs salariés ou non ou qu’ils disposent, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille, de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour le système d’assistance sociale de l’Etat membre d’accueil pendant la durée de leur séjour, et qu’ils sont entièrement couverts par une assurance maladie dans l’Etat membre d’accueil, ou qu’ils sont membres de la famille, déjà constituée dans l’Etat membre d’accueil, d’une personne répondant à ces exigences, alors que l’article 15.3. de la Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, qui prévoit la même possibilité de maintenir un droit de séjour, ne soumet pas ce maintien à cette dernière condition ?.

- [Juridiction de renvoi : Cour d'appel de Bruxelles](#)
Date de la décision de renvoi : 20 décembre 2019
Date de dépôt : 14 janvier 2020

L'article 5, § 1, de la Directive 91/250/CEE du Conseil, du 14 mai 1991, concernant la protection juridique des programmes d'ordinateurs doit-il être interprété comme permettant à l'acquéreur légitime d'un programme d'ordinateur de décompiler tout ou partie de celui-ci lorsque cette décompilation est nécessaire pour lui permettre de corriger des erreurs affectant le fonctionnement dudit programme, y compris quand la correction consiste à désactiver une fonction qui affecte le bon fonctionnement de l'application dont fait partie ce programme ? Dans l'affirmative, doit-il en outre être satisfait aux conditions de l'article 6 de la Directive ou à d'autres conditions ?

Communiqué de presse de la Cour de justice

- Communiqué de presse n°10/20: [Conséquences pour la Cour de Justice de l'Union européenne du retrait du Royaume Uni \(NL\)](#)

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle du 6 février 2020 – 20 février 2020](#)

4. Cour de cassation

(https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation)

Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour

- [Libercas janvier 2020](#)

Tradcas

Résumés des arrêts de la Cour de cassation, classés en fonction de numéro de rôle.

- [Tradcas 2019](#)

Actualités des cours et tribunaux

1. Cour d'appel d'Anvers

Aperçu de la Cour d'appel d'Anvers

Aperçu de la documentation récemment publiée concernant la législation, la doctrine, la jurisprudence en matière de droit pénal pour les mois d'octobre et novembre de la Cour d'appel d'Anvers.

- [Aperçu de la documentation pénale \(édition 158\) \(Décembre 2019-Janvier 2020\) \(NL\)](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

KU Leuven – Newsletter Droit du travail

Cette newsletter veut, de manière brève, donner un aperçu de l'actualité des derniers mois, le cas échéant, accompagné d'une explication concise.

- [Nieuwsbrief Arbeidsrecht nr. 2020/1 \(NL\)](#)

2. Barreaux

Barreau d'Anvers

Newsletter 'Prometheus législation' issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Législation : 25 janvier – 7 février 2020 \(NL\)](#)

Lettre d'information 'Prometheus Advocaatuur' provenant de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Advocaatuur: 15 janvier 2020 – 14 février 2020 \(NL\)](#)

Doctrines des revues juridiques

Aperçu de la doctrine

Doctrine sélectionnée par la Cour d'appel de Bruxelles. Ce recueil peut servir de référence lors d'une demande d'une copie d'un article de doctrine auprès de la Bibliothèque du SPF Justice via l'adresse mail**Lbiblio.fod-spf@just.fgov.be**.

Doctrine de la Cour d'appel de Bruxelles

- [Doctrine janvier 2020](#)

Doctrine du Parquet général de la Cour d'appel de Bruxelles

Aperçu des articles parus dans des revues juridiques, disponibles à la bibliothèque du parquet général près la Cour d'appel de Bruxelles

- [Janvier 2020](#)
- [Aperçu annuel 2019](#)

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Propositions de loi (1^{ère} session de la 55^e législature)

- Rapport de la deuxième lecture : [Proposition de loi portant insertion du livre 3 « Les biens » dans le nouveau Code civil \(24 janvier 2020\)](#)
- Texte adopté en deuxième lecture : [Proposition de loi portant insertion du livre 3 « Les biens » dans le nouveau Code civil \(24 janvier 2020\)](#)

Questions et réponses parlementaires (1^{ère} session de la 55^e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses \(7 janvier 2020\)](#)

- [Questions et réponses \(22 janvier 2020\)](#)

2. Commission de la Justice

Comptes rendus de la Commission de la Justice

Le «Compte-rendu analytique » est un résumé des débats

- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(19 février 2020\)](#)
- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(12 février 2020\)](#)
- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(5 février 2020\)](#)

3. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- [Justel](#)
- [Jure-juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)

Moniteur Belge

- [4 février 2020 - Loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'utilisation du polygraphe](#)
- [Arrêté royal portant exécution de l'article 29, § 4, du Code d'Instruction Criminelle](#)

Circulaires du Collège des procureurs généraux

- [COL.02/2020](#) du 23.01.2020 : Directives du Collège des Procureurs Généraux sur la privation de liberté, les possibilités de pénétrer dans le domicile en vue d'arrêter un suspect, un inculpé ou une personne condamnée et le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou privations de liberté
- [COL.06/2018](#) Version révisée du 16.01.2020 L'autorisation de consulter le dossier répressif ou d'en obtenir copie

Autres institutions nationales, européennes et internationales

Centre d'information du Révisorat d'entreprises (www.icci.be)

- [La jurisprudence](#)
- [Les avis ICCI récemment publiés](#)
- [Les numéros de la revue Tax, Audit & Accountancy](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.